Catalogue 11-001F (English 11-001E) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 24 juin 2002
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Finances des administrations publiques: recettes, dépenses et surplus,** 2001-2002 — 2
  La première baisse des recettes totales gouvernementales en quatre décennies, conjuguée à une hausse des dépenses totales, a généré d'importants changements dans la distribution des surplus et des déficits pour l'exercice financier 2001-2002, selon les nouvelles estimations des finances publiques consolidées.

- **Distance par rapport à l'établissement et inscription à l'université,** 1995 à 1999 — 7
  Les élèves du secondaire qui vivent trop loin d'une université pour faire la navette sont nettement moins susceptibles de fréquenter une université que ceux qui vivent dans un rayon permettant de faire la navette, selon une nouvelle étude. La distance a une incidence négative sur l'accès aux études universitaires bien plus considérable pour les élèves issus de familles à revenu moindre.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline, janvier 2002 — 9

Services d'architecture, 2000 — 9

NOUVEAUX PRODUITS — 10

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

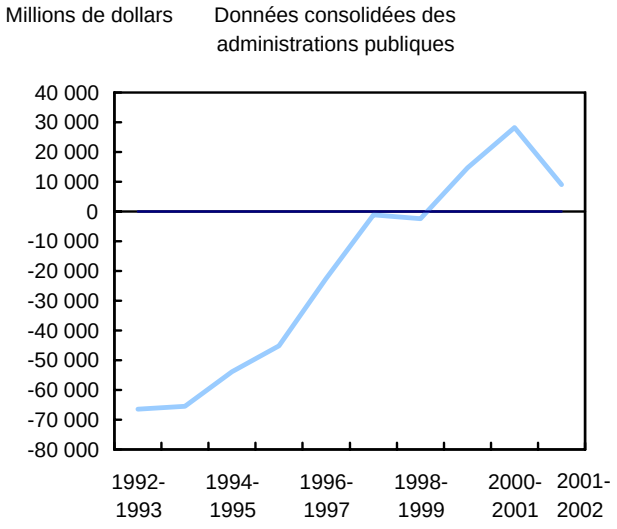
Finances des administrations publiques: recettes, dépenses et surplus

2001-2002

La première baisse des recettes totales gouvernementales en quatre décennies, conjuguée à une hausse des dépenses totales, a généré d'importants changements dans la distribution des surplus et des déficits pour l'exercice financier 2001-2002, selon les nouvelles estimations des finances publiques consolidées.

Les recettes gagnées par toutes les administrations publiques ont diminué de 2,3 % par rapport à 2000-2001 pour atteindre 463,1 milliards de dollars. Il s'agit de la première baisse observée depuis le début de la compilation des données, en 1961. Parallèlement, les dépenses consolidées de tous les paliers d'administrations publiques ont crû de 1,9 % pour se situer juste au-dessus de 454,0 milliards de dollars.

Surplus et déficits



Le surplus de près de 9,1 milliards de dollars qui en résulte représente moins du tiers du surplus record de 28,2 milliards de dollars enregistré en 2000-2001.

Note aux lecteurs

Le Système de gestion financière (SGF) est utilisé pour produire les statistiques des administrations publiques présentées dans ce communiqué. Le SGF normalise les comptes des administrations publiques afin de rendre leurs statistiques cohérentes et comparables. C'est pourquoi les statistiques selon le SGF peuvent différer des données publiées dans les rapports financiers des différentes administrations publiques.

*Le terme **administrations publiques consolidées** est utilisé pour décrire la consolidation des administrations publiques fédérales, provinciales, territoriales et locales ainsi que du Régime de pension du Canada et du Régime de rentes du Québec. La consolidation sert à éliminer les transactions entre les différentes composantes de l'administration publique afin d'éviter le double comptage qui en découlerait lorsque les statistiques qui sont produites couvrent plus d'une composante ou plus d'un palier d'administration publique. Par exemple, sans la consolidation, les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires seraient doublement comptés, d'un côté comme une dépense fédérale et de l'autre, comme une dépense provinciale ou territoriale.*

En 2000-2001, les dépenses d'intérêts sur la dette pour les administrations fédérale et consolidées ont inclus un montant de 870 millions de dollars. Ce montant a permis de couvrir les intérêts dûs aux employés de l'administration publique fédérale en raison de l'entente sur l'équité en matière d'emploi. Ce montant a chuté pour atteindre 29 millions de dollars en 2001-2002.

L'exercice financier se termine le 31 mars pour les administrations fédérale, provinciales et territoriales, tandis que les administrations locales fonctionnent sur la base de l'année civile, qui se termine le 31 décembre. Par exemple, les données de l'administration publique consolidée pour l'exercice financier 2001-2002 incluent les données des administrations locales pour l'année civile 2001.

Toutes les statistiques présentées dans ce communiqué sont en dollars courants.

Les déficits remplacent donc les surplus dans plusieurs provinces.

Dans l'ensemble, les administrations publiques ont encouru un déficit total record de 66,4 milliards de dollars en 1992-1993, selon les résultats consolidés. Au cours des années subséquentes, le déficit a graduellement été réduit pour en arriver, en 1999-2000, à un surplus de 14,7 milliards de dollars. Ce surplus a doublé au cours de l'exercice 2000-2001.

Prix du pétrole et du gaz: principal facteur à l'origine du déclin des recettes

En 2001-2002, les recettes, et plus particulièrement les redevances, ont décliné en raison de divers facteurs,

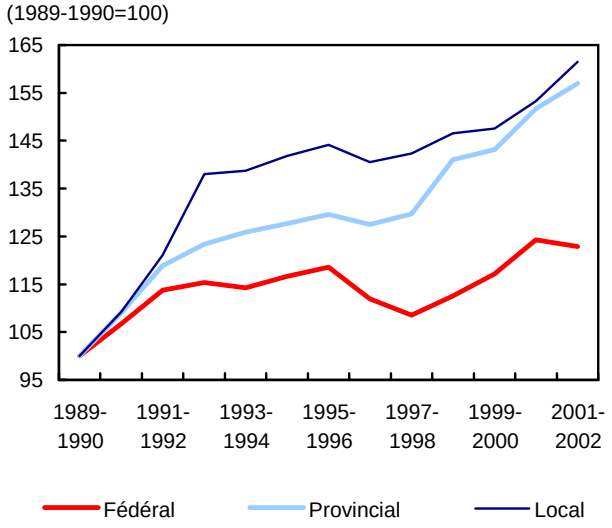
incluant les fluctuations du prix du pétrole et, de façon plus importante, celles du prix du gaz au cours des deux dernières années. Ces fluctuations ont eu des incidences sur les finances de l'administration fédérale et celles des provinces productrices de pétrole et de gaz. De plus, elles ont coïncidé avec un déclin général des profits des sociétés. Une réduction des taux d'imposition des sociétés a également amplifié la baisse des recettes de l'administration fédérale.

À l'échelon provincial et territorial, en tenant compte des administrations locales, quatre provinces et un territoire ont vu leurs recettes diminuer, le recul total atteignant 9,9 milliards de dollars, tandis que les six autres provinces et deux territoires ont vu leurs recettes s'accroître de 1,6 milliard de dollars.

Seule l'administration fédérale réduit ses dépenses totales

En 2001-2002, les dépenses fédérales ont fléchi de 2,2 milliards de dollars (-1,2 %) par rapport à celles encourues en 2000-2001. Ce repli contraste avec l'accroissement de 9,7 milliards de dollars (+3,6 %) des dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales. Cela coïncide avec la tendance observée depuis 1995-1996. En 2001-2002, l'administration fédérale a dépensé seulement 6,5 milliards de dollars de plus (+3,6 %) qu'en 1995-1996, alors que collectivement, les administrations provinciales, territoriales et locales ont dépensé 45,7 milliards de dollars de plus (+19,4 %).

Tendances des dépenses, selon le palier d'administration publique



Hausse des dépenses en santé, en services sociaux et en éducation

Les dépenses provinciales, territoriales et locales en matière de santé et de services sociaux ont progressé de 4,6 % depuis 2000-2001 et de 30,5 % depuis 1995-1996. En 2001-2002, elles ont représenté 41,8 % des dépenses de ces administrations publiques. Depuis 1995-1996, la croissance des dépenses en santé et en services sociaux est passée d'un faible taux (-0,4 %) en 1996-1997 à un taux élevé (+9,9 %) en 2000-2001.

Lorsque l'on tient compte de la croissance de la population, l'augmentation de 30,5 % des dépenses en santé et en services sociaux se traduit, par personne, par un taux de croissance de 23,5 % depuis 1995-1996.

Les coûts en éducation se sont également accrus, augmentant de 5,2 % en 2001-2002 et de 17,2 % depuis 1995-1996.

Les dépenses affectées au service de la dette diminuent de façon inégale

Les coûts liés au financement de la dette ont diminué pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales en 2001-2002, reflétant ainsi la baisse des taux d'intérêts et d'autres facteurs. Le coût lié au service de la dette (les intérêts sur la dette) a chuté de 5,8 milliards de dollars (-9,3 %) pour s'établir à 56,7 milliards de dollars en 2001-2002.

L'administration fédérale a bénéficié de près des trois quarts de cette réduction de 5,8 milliards de dollars, alors que sur la scène provinciale, l'Ontario et le Québec ont été les principaux bénéficiaires.

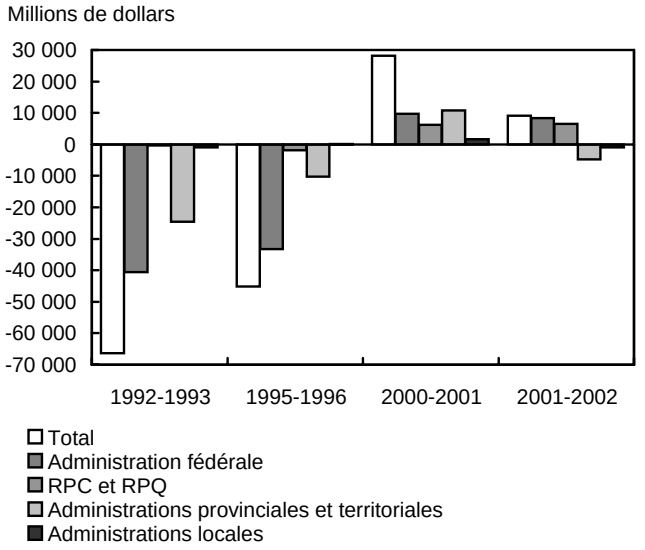
En 2001-2002, le service de la dette de l'administration fédérale a représenté 15,3 % du total de ses dépenses, en baisse par rapport à 17,4 % en 2000-2001 et en forte baisse comparativement au sommet de 22,0 % atteint en 1990-1991.

Un retour au déficit pour certaines administrations

Alors que l'administration fédérale est demeurée en situation de surplus, les administrations provinciales, dans l'ensemble, sont passées d'un surplus de 10,7 milliards de dollars à un déficit de 4,8 milliards de dollars. Il s'agit d'un repli de 15,5 milliards de dollars comparativement à 2000-2001.

Parmi les administrations provinciales et territoriales, neuf ont enregistré des déficits en 2001-2002, comparativement à seulement quatre en 2000-2001.

Surplus et déficit, selon le palier d'administration publique



Le Québec a connu le déficit le plus élevé, soit près de 2,4 milliards de dollars, suivi de la Colombie-Britannique (2,1 milliards de dollars).

Le changement le plus important au chapitre des finances publiques par rapport à 2000-2001 s'est produit en Alberta, où on est passé d'un surplus de près de 7 milliards de dollars à un déficit de près de 1,6 milliard de dollars. Il s'agit du niveau le plus élevé atteint dans cette province depuis 1993-1994.

Parmi les quatre administrations provinciales et territoriales qui ont enregistré des surplus, l'Ontario a représenté à elle seule 94,6 % du surplus de 1,8 milliard de dollars.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 183-0002 à 183-0004 et 385-0001 à 385-0009 (disponibles sous peu).

Les données sont disponibles sous forme de totalisations spéciales. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Joanne Rice au (613) 951-0767 (*joanne.rice@statcan.ca*), Division des institutions publiques. □

Recettes, dépenses, surplus et déficits, selon le palier d'administration publique

	Recettes			Dépenses			Surplus ou déficits	
	2000-2001	2001-2002	2000-2001 à 2001-2002	2000-2001	2001-2002	2000-2001 à 2001-2002	2000-2001	2001-2002
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars	
Administration fédérale	**197 200**	**193 665**	**-1,8**	**187 511**	**185 311**	**-1,2**	**9 689**	**8 354**
Administrations provinciales et territoriales	**236 702**	**229 128**	**-3,2**	**225 970**	**233 925**	**3,5**	**10 731**	**-4 797**
Terre-Neuve-et-Labrador	4 443	4 672	5,2	4 505	4 802	6,6	-62	-130
Île-du-Prince-Édouard	1 105	1 129	2,2	1 126	1 153	2,4	-21	-23
Nouvelle-Écosse	6 674	6 841	2,5	6 601	6 802	3,0	72	39
Nouveau-Brunswick	5 709	5 945	4,1	5 889	5 994	1,8	-179	-49
Québec	60 983	59 859	-1,8	60 080	62 246	3,6	903	-2 386
Ontario	77 160	78 342	1,5	76 066	76 682	0,8	1 093	1 660
Manitoba	9 316	9 333	0,2	8 998	9 303	3,4	317	30
Saskatchewan	8 614	7 704	-10,6	7 573	7 882	4,1	1 040	-178
Alberta	30 538	24 195	-20,8	23 564	25 784	9,4	6 973	-1 589
Colombie-Britanique	30 148	28 984	-3,9	29 628	31 123	5,0	519	-2 139
Yukon	581	572	-1,5	547	614	12,2	33	-42
Territoires du Nord-Ouest	1 003	1 111	10,8	939	1 086	15,7	64	25
Nunavut	762	792	3,9	788	805	2,2	-26	-13
Administrations locales	**79 222**	**80 798**	**2,0**	**77 617**	**81 754**	**5,3**	**1 605**	**-956**
Terre-Neuve-et-Labrador	937	928	-1,0	967	976	0,9	-30	-48
Île-du-Prince-Édouard	206	209	1,4	197	200	1,7	9	8
Nouvelle-Écosse	1 710	1 670	-2,3	1 720	1 710	-0,5	-10	-41
Nouveau-Brunswick	614	635	3,3	635	654	3,0	-21	-19
Québec	17 841	17 232	-3,4	17 150	17 824	3,9	691	-591
Ontario	35 880	36 770	2,5	34 997	36 921	5,5	883	-152
Manitoba	2 571	2 599	1,1	2 500	2 540	1,6	71	59
Saskatchewan	2 234	2 307	3,3	2 254	2 348	4,2	-21	-41
Alberta	8 477	9 430	11,2	7 965	8 896	11,7	512	534
Colombie-Britanique	8 427	8 688	3,1	8 899	9 318	4,7	-472	-631
Yukon	51	49	-5,0	55	55	1,2	-4	-7
Territoires du Nord-Ouest	162	163	0,6	153	158	3,3	9	5
Nunavut	112	120	6,7	126	153	20,6	-14	-33
Régimes de pension du canada et du Québec	**32 163**	**33 799**	**5,1**	**25 998**	**27 329**	**5,1**	**6 164**	**6 470**

Service de la dette

	1995-1996	2000-2001	2001-2002	1995-1996 à 2001-2002	2000-2001 à 2001-2002
	en millions de dollars			var. en %	
Administration fédérale	**36 211**	**32 614**	**28 354**	**-21,7**	**-13,1**
Données consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales	**30 221**	**29 819**	**28 299**	**-6,4**	**-5,1**
Terre-Neuve-et-Labrador	678	642	645	-4,9	0,5
Île-du-Prince-Édouard	124	117	115	-7,3	-1,7
Nouvelle-Écosse	1 026	1 171	1 139	11,0	-2,7
Nouveau-Brunswick	910	947	970	6,6	2,4
Québec	7 294	7 599	7 198	-1,3	-5,3
Ontario	10 518	11 009	10 159	-3,4	-7,7
Manitoba	1 812	1 761	1 719	-5,1	-2,4
Saskatchewan	1 410	1 062	1 021	-27,6	-3,9
Alberta	2 856	1 970	1 733	-39,3	-12,0
Colombie-Britanique	3 580	3 492	3 551	-0,8	1,7
Yukon	5	3	3	-40,0	0,0
Territoires du Nord-Ouest	...	16	17	...	6,3
Nunavut	...	23	23	...	0,0

... *N'ayant pas lieu de figurer.*

Dépenses en santé et en services sociaux

	1995-1996	2000-2001	2001-2002	1995-1996 à 2001-2002	2000-2001 à 2001-2002
	en millions de dollars			var. en %	
Données consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales	**89 818**	**112 043**	**117 245**	**30,5**	**4,6**
Terre-Neuve-et-Labrador	1 515	2 005	2 165	42,9	8,0
Île-du-Prince-Édouard	264	416	443	67,8	6,5
Nouvelle-Écosse	2 400	2 878	2 950	22,9	2,5
Nouveau-Brunswick	1 994	2 222	2 351	17,9	5,8
Québec	25 147	30 473	31 848	26,6	4,5
Ontario	34 794	42 282	43 463	24,9	2,8
Manitoba	2 994	4 126	4 338	44,9	5,1
Saskatchewan	2 409	3 439	3 538	46,9	2,9
Alberta	6 202	9 089	10 207	64,6	12,3
Colombie-Britanique	11 826	14 734	15 510	31,2	5,3
Yukon	130	149	160	23,1	7,4
Territoires du Nord-Ouest	...	291	352	...	21,0
Nunavut	...	212	212	...	0,0

... *N'ayant pas lieu de figurer.*

■

Distance par rapport à l'établissement et inscription à l'université

1995 à 1999

Les élèves du secondaire qui vivent trop loin d'une université pour faire la navette sont nettement moins susceptibles de fréquenter une université que ceux qui vivent dans un rayon permettant de faire la navette, selon une nouvelle étude. La distance a une incidence négative sur l'accès aux études universitaires bien plus considérable pour les élèves issus de familles à revenu moindre.

L'étude s'appuie sur les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, obtenues au milieu des années 1990, pour examiner l'incidence de la distance par rapport à l'établissement sur l'accès aux études universitaires. Les étudiants sont considérés comme pouvant faire la navette si leur domicile est situé à moins de 40 kilomètres d'une université. Ils sont considérés comme vivant à une distance trop grande pour faire la navette si plus de 80 kilomètres séparent leur domicile d'une université.

Les élèves issus d'une famille vivant à proximité d'une université ont, de toute évidence, la possibilité, du point de vue économique, d'habiter chez leurs parents et de poursuivre des études dans leur collectivité. Cette formule évite les coûts de déménagement et de subsistance hors de la collectivité. Cependant, les élèves qui vivent trop loin d'une université pour faire la navette n'ont pas cette option. Par conséquent, ils peuvent être moins susceptibles de fréquenter une université, notamment s'ils sont issus d'une famille à revenu moindre.

Selon l'étude, les élèves du secondaire qui vivent suffisamment près d'une université pour faire la navette sont presque deux fois plus susceptibles de poursuivre des études universitaires que ceux qui vivent trop loin pour se déplacer quotidiennement.

Cette observation demeure valable, même lorsqu'on tient compte de l'effet des écarts au chapitre du revenu familial, du niveau de scolarité des parents, du sexe et de la province.

Les élèves issus de familles à revenu moindre sont les plus durement touchés par la distance

Globalement, l'étude démontre que l'incidence de la distance sur l'inscription à l'université est plus marquée dans le cas des élèves issus de familles à revenu moindre.

La distance à parcourir a une incidence négative considérable sur la probabilité de poursuivre des études universitaires chez les élèves issus de familles dans le tertile de revenu inférieur (c'est-à-dire le tiers inférieur de la distribution du revenu). Toutefois, ce facteur a seulement un léger effet négatif chez les élèves provenant de familles dans le tertile de revenu supérieur, même lorsque les écarts liés au niveau de scolarité des parents, au sexe et à la province sont pris en considération.

Parmi les élèves provenant de familles dans le tertile de revenu inférieur, ceux qui vivent suffisamment près d'une université pour faire la navette sont 4,4 fois plus susceptibles de poursuivre des études universitaires que ceux qui vivent à une distance trop grande pour faire de même.

Par contre, les élèves issus de familles dans le tertile de revenu supérieur et vivant à une distance raisonnable pour faire la navette sont seulement 1,4 fois plus susceptibles de fréquenter une université que ceux qui vivent trop loin pour se déplacer quotidiennement.

L'écart au chapitre de l'accès entre les élèves issus de familles à revenu élevé et de familles à revenu moindre est beaucoup plus prononcé dans les collectivités éloignées des universités

Les élèves provenant de familles à revenu élevé sont nettement plus susceptibles de poursuivre des études universitaires que les élèves issus de familles à revenu moindre, particulièrement lorsque la distance est trop grande pour permettre de faire la navette.

Parmi les élèves qui vivent trop loin d'une université pour faire la navette, ceux qui sont issus d'une famille dans le tertile de revenu supérieur affichent une probabilité de fréquentation universitaire presque six fois plus forte que ceux qui proviennent d'une famille dans le tertile de revenu inférieur, même lorsqu'on tient compte de l'effet du niveau de scolarité des parents, du sexe et de la province.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche examinant la probabilité que les étudiants fréquentent une université peu de temps après leurs études secondaires en fonction de la distance entre le domicile de l'élève au secondaire et l'université la plus proche.

Les résultats sont basés sur l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. L'analyse porte sur les élèves qui, de 1993 à 1997, en étaient à au moins deux années d'une inscription éventuelle à l'université. La probabilité qu'ils s'inscrivent à l'université pendant la période allant de 1995 à 1999 est rapportée dans cette étude.

La distance par rapport à l'établissement est déterminée en fonction du code postal du domicile de l'élève au moment de ses études secondaires et des codes postaux des universités et des collèges universitaires. La distance calculée correspond à la distance en ligne droite entre deux points et pourrait correspondre à une distance réelle à parcourir nettement plus longue.

Parmi les élèves vivant à une distance permettant des déplacements quotidiens, ceux qui proviennent d'une famille dans le tertile de revenu supérieur sont seulement près de deux fois plus susceptibles de poursuivre des études universitaires que les élèves issus de familles dans le tertile de revenu inférieur.

L'incidence combinée d'un revenu familial moindre et de l'éloignement est considérable

Selon l'étude, l'incidence combinée d'un revenu familial moindre et de l'éloignement par rapport à l'université est considérable.

Seulement 3 % des élèves issus de familles dans le tertile de revenu inférieur et vivant trop loin pour se déplacer quotidiennement fréquentent une université, tandis que 27 % des élèves issus de familles dans le tertile de revenu supérieur et vivant dans un rayon permettant de faire la navette poursuivent des études universitaires. Cette observation demeure valable, même lorsqu'on tient compte de l'effet des écarts au chapitre du niveau de scolarité des parents, du sexe et de la province.

Un Canadien sur cinq vit trop loin d'une université pour faire la navette

Parmi tous les Canadiens, un sur cinq vivait trop loin d'une université pour faire la navette en 1996. Cette proportion varie considérablement d'une province à l'autre.

Environ 52 % des résidents de la Saskatchewan et 42 % des résidents de Terre-Neuve-et-Labrador vivaient trop loin d'une université pour faire la navette.

Par ailleurs, seulement 9 % des Ontariens, 13 % des Néo-Écossais et 14 % des résidents de l'Île-du-Prince-Édouard se trouvaient dans cette situation.

Le document de recherche intitulé *Trop loin pour continuer? Distance par rapport à l'établissement et inscription à l'université*, n° 191 (11F0019MIF, gratuit) est maintenant accessible sur le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*). À la page *Nos produits et services*, choisissez *Documents de recherche (gratuits)*, puis *Conditions sociales*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données, veuillez communiquer avec Marc Frenette au (613) 951-4228, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline

Janvier 2002

Les arrivages nets par pipeline de pétrole brut et d'équivalents ont atteint 14 250 300 mètres cubes en janvier, en hausse de 1,0 % par rapport à janvier 2001. Les arrivages nets de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés se sont fixés à 7 326 599 mètres cubes, en hausse de 7,3 % comparativement à janvier 2001.

Les exportations de pétrole brut par pipeline se sont chiffrées à 6 120 998 mètres cubes, en baisse de 2,1 % par rapport à janvier 2001, alors que les importations par pipeline ont atteint 1 779 782 mètres cubes, en baisse de 21,0 %.

En janvier, les livraisons par pipeline de pétrole brut aux raffineries canadiennes ont atteint 6 240 882 mètres cubes, en hausse de 0,3 % par rapport à janvier 2001. Les livraisons de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés ont fléchi de 56,2 % pour atteindre 231 825 mètres cubes.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 133-0001 à 133-0005.

Le numéro de janvier 2002 de *Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline*, vol 52, n° 1 (55-001-XIB, 9 $ / 86 $) est maintenant en en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (energ@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gérard Desjardins au (613) 951-4368 (*desjger@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Services d'architecture

2000

Les recettes gagnées par les architectes ont augmenté de 21 % en 2000 pour atteindre 1,4 milliard de dollars, grâce à la croissance quasi-record des intentions de construction dans les secteurs résidentiel et non résidentiel.

Les architectes de l'Ontario ont enregistré une croissance des recettes de 134 millions de dollars en 2000. Il s'agit de plus de la moitié de la progression des recettes de ce secteur observée en 2000.

Près de 40 % des honoraires gagnés en 2000 provenaient de projets institutionnels, surtout dans les secteurs des soins de santé et de l'éducation. Les projets commerciaux – les immeubles à bureaux et les installations de commerces de détail venant en tête – ont généré un tiers du total des honoraires. Les honoraires provenant d'ensembles de logements ont représenté moins de 15 % des recettes.

La marge bénéficiaire avant impôt dans le secteur s'est établie à 15,8 % en 2000, soit pratiquement au même niveau qu'en 1999.

Données stockées dans CANSIM: tableau 360-0004.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Randy Smadella au (613) 951-3472 (*randy.smadella@statcan.ca*), Division des industries de service. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Trop loin pour continuer? Distance par rapport à l'établissement et inscription à l'université, nº 191
Numéro au catalogue: 11F0019MIF2002191 (gratuit).

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, avril 2002, vol. 56, nº 4
Numéro au catalogue: 31-001-XIB (15$/147$).

Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline, janvier 2002, vol. 52, nº 1
Numéro au catalogue: 55-001-XIB (9$/86$).

Radiodiffusion et télécommunications, juin 2002, vol. 32, nº 1
Numéro au catalogue: 56-001-XIF (10$/32$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF, la version micro-fiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

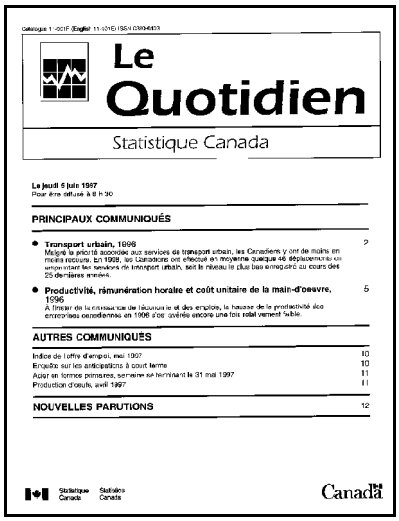
Pour commander les produits par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)* sous les rubriques *Produits et services et Publications payantes ($).*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996** 5
  A l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
Enquête sur les anticipations à court terme 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 11
Production d'oeufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.